

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Le syndicat CGT du Dauphiné Libéré,  
Les syndicats CGT, CFDT, FO et UNSA du Progrès de Lyon  
Les syndicats CGT, CFDT et SNJ de La Tribune de Saint-Etienne  
Le syndicat CGT du Bien Public de Dijon  
Le syndicat CGT du Journal de Saône-et-Loire**

## à l'opinion publique

Le 14 juin 2004 nous avons appelé les salariés des titres de presse de notre région à une journée d'action et de mobilisation qui s'est soldée par la tenue d'assemblées générales où les salariés ont décidé très majoritairement de cesser le travail. Ceci a provoqué la non parution des titres :

**Le Progrès de Lyon, Le Journal de Saône-et-Loire, La Tribune-Le Progrès de Saint-Étienne, Le Bien Public de Dijon et Le Dauphiné Libéré.**

De cette manière, aucun titre de presse quotidienne régionale n'est paru ce matin dans notre région.

Cette « *journée sans presse* » exprime l'opposition la plus ferme des salariés de nos entreprises aux restructurations envisagées par la Direction de nos journaux, et à la méthode digne des « *patrons voyous* » qu'elle utilise pour les imposer.

En 2002, après deux ans d'un intense dialogue social, nous avons signé des accords paritaires permettant la modernisation de nos entreprises. Ces accords ont eu comme conséquence sociale la suppression de centaines d'emplois dans nos entreprises de presse. En contrepartie la direction garantissait la modernisation de nos outils de travail, l'avenir professionnel des salariés et l'indépendance des titres.

La Direction de la Socpresse, notre « *maison mère* » récemment rachetée par le *Groupe Industriel Marcel-Dassault*, a décidé de ne plus respecter les accords de modernisation pour imposer, sous la contrainte et la menace de ne plus renouveler notre vieillissant parc des rotatives, une deuxième couche de réorganisation et des centaines de suppressions d'emplois supplémentaires.

Ces restructurations visant à réorganiser l'ensemble de la presse écrite dans notre région n'auront pas seulement des conséquences dramatiques pour l'emploi des journalistes, employés administratifs et personnels techniques. Elles entraîneront aussi un processus de concentration rédactionnelle et industrielle sans précédent qui mettra fin au pluralisme et aux valeurs démocratiques véhiculées par la presse écrite.

Cette nouvelle restructuration entraînera la perte des emplois, la perte des acquis sociaux, la précarité, la déprofessionnalisation de nos métiers, et à terme, une baisse manifeste de la qualité des produits que nous proposons chaque jour à nos lecteurs.

Cette crise majeure dans la presse quotidienne de la région trouvera uniquement une issue satisfaisante dans la restauration d'un climat de confiance et de paritarisme dans nos entreprises de presse.

Les salariés exigent par cette action le respect des accords de modernisation signés par la direction des journaux de la région en 2002.

En effet, la lutte menée aujourd'hui par les salariés de la presse dans notre région concerne le maintien de l'emploi. Tout comme l'indépendance de nos titres qui risquent de devenir très vite des outils de propagande au service des groupes industriels qui n'ont que faire du débat démocratique.

**Nous appelons la société civile, les élus de la République et l'ensemble des citoyens  
à réagir face à la remise en question du pluralisme de la presse,  
une des valeurs fondatrices de la République.**

Mardi 15 juin 2004